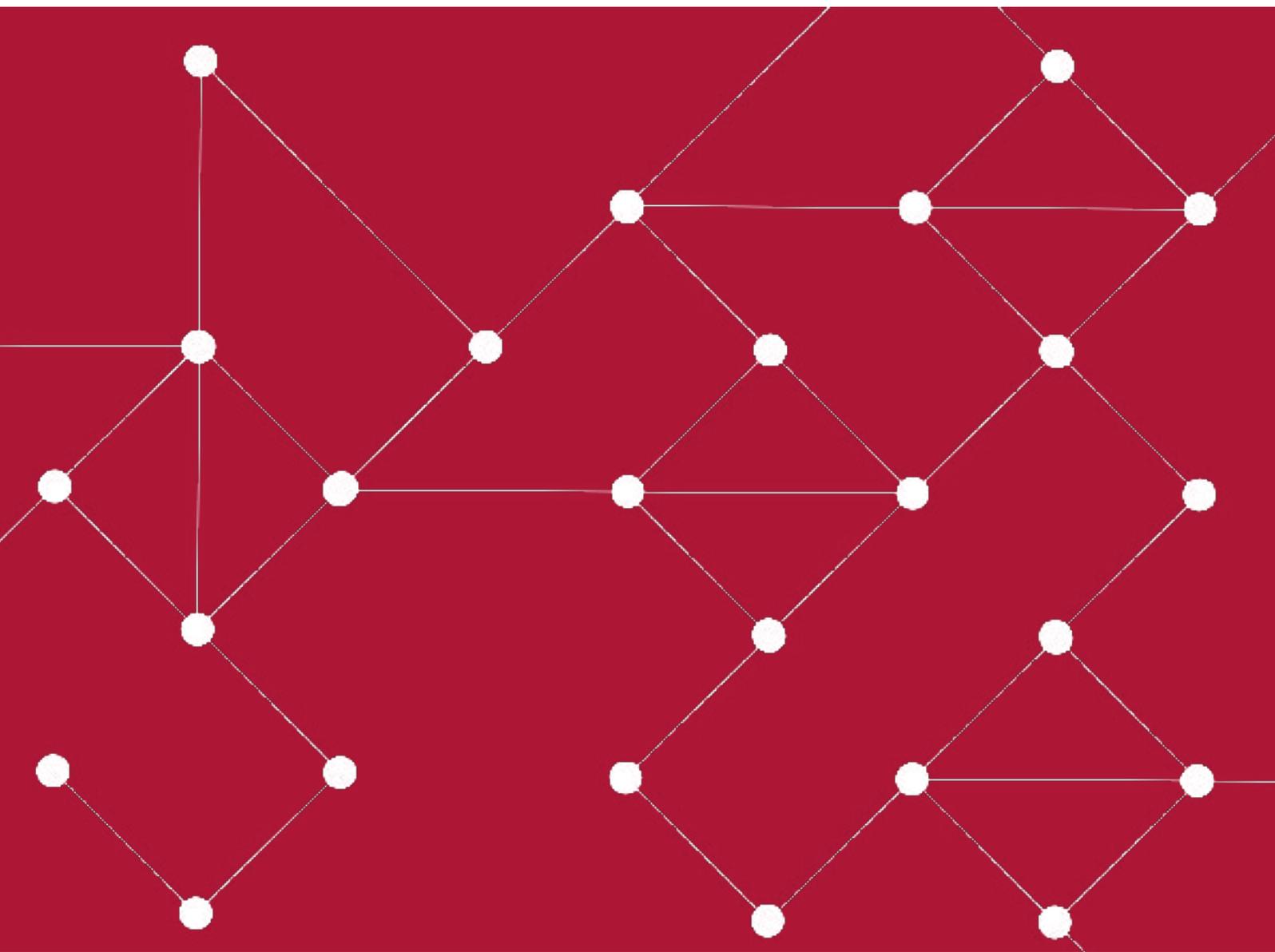


Association des

**DÉPARTEMENTS**  
**solidaires**



# RAPPORT D'ACTIVITÉ

31 mars 2022

[www.departements-solidaires.fr](http://www.departements-solidaires.fr)

# Départements Solidaires

• Mars 2021

---

L'Association Départements Solidaires a pour objet de représenter et défendre les intérêts des départements adhérents. L'association se constitue en complément des actions de l'Assemblée des Départements de France (ADF) et s'engage dans un travail de long terme pour structurer, animer et coordonner un réseau en soutien aux actions des Départements.

Pour cela elle a mis différents process en place pour :

- Créer une plateforme d'échange et de coopération entre les Départements adhérents.
- Défendre leurs intérêts auprès des autres acteurs de la vie publique, qu'ils soient parlementaires, institutionnels ou associatifs. Être force de propositions pour des actions de lobbying auprès des ministères et parlementaires. Favoriser les prises de contacts ou rendez-vous utiles.
- Fournir un appui technique et humain aux demandes individuelles et collectives de ses membres. En lien avec le monde universitaire, elle soutient notamment leurs démarches par la réalisation de travaux d'études.
- Être force de mobilisation sur les sujets sensibles, tant au niveau national qu'au local avec effet démultiplicateur sur chaque territoire. Produire des études nationales, relayer les bonnes pratiques et politiques de départements adhérents.
- Être en veille sur les projets de loi et textes législatifs divers, pour pouvoir les anticiper et les faire évoluer.

## Le Bureau de l'association



M. Michel MÉNARD  
Président  
Président du Département de Loire-Atlantique



Mme Sophie BORDERIE  
Vice-Présidente de Départements solidaires  
Présidente du Département de Lot-et-Garonne



Mme Sophie Pantel  
Secrétaire général  
Président du Département de la Nièvre



M. Georges MERIC  
Trésorier  
Président du Département de la Haute-Garonne

## Les Départements membres de l'association :



La Loire-Atlantique, la Dordogne, la Haute-Garonne, la Gironde, l'Hérault, les Landes, le Lot-et-Garonne, la Lozère, la Nièvre, la Haute-Vienne, la Seine-Saint-Denis et l'Aude, les Côtes d'Armor, les Pyrénées-Orientales.

## L'équipe :

Arnaud BOURDIN, Délégué général.

Mathieu CLAOUÉ, chargé de mission ; Rème FORTANÉ, chargé de mission.

# Une action en quatre axes

---

## 1. Le soutien aux équipes dans les territoires

En complémentarité des équipes dans les Départements, l'association s'attache à mutualiser les outils de communication ainsi que la sensibilisation des ses membres sur des sujets nationaux.

- Animation d'outils de coordination et de mutualisation
- Création éditoriale : le magazine « DépSol »
- Création d'un site internet
- La table ronde inclusion numérique
- Le groupe de travail sur les mineurs non accompagnés
- Travaux de prospective avec le Département de la Nièvre

## 2. Les ateliers d'échange de pratiques

Chaque mois l'association organise un atelier d'échange de pratiques, mettant à l'honneur, un Département membre s'étant distingué par la mise en oeuvre d'une politique publique innovante et ambitieuse.

Ces ateliers d'une durée moyenne d'une heure trente se déroulent en visioconférence et son à l'intention des membres des cabinets, élus et services des Départements membres.

## 3. Actions de sensibilisation parlementaire

Le travail de relation publiques institutionnelles est au cœur de la création de l'association et prend une large part dans l'activité de cette dernière. Promouvant partout et, en toutes circonstances, l'action des Départements, l'association développe un réseau structuré d'acteurs et de relais qui accompagne ce travail de relations publiques.

- Production de notes d'analyse stratégique
- Relations parlementaires
- Travaux d'appui à l'intelligence territoriale

## 4. Actions spécifiques sur le thème intergénérationnel

Un travail sur ce thème spécifique a été engagé tout au long de l'année et continuera sur les années suivantes. Ce travail cette année se résume en un tryptique, une étude intergénérationnelle commandée, qui dans un second temps a fait l'objet d'une valorisation avec la Fondation Jean Jaurès pour enfin découler sur la proposition d'un dispositif intergénérationnel opérationnel.

## 1. Le soutien aux équipes dans les territoires

---

### Animation d'outils de coordination et de mutualisation

Une « boucle Whatsapp » est mise en place regroupant l'ensemble des Directeurs de cabinet des Conseils départementaux adhérents. Celle-ci permet de relayer des informations rapidement sur tous supports, réseaux sociaux, pièces jointes, articles de presse, communiqués de presse, scan de courriers améliorant la réactivité des membres et la circulation des demandes spécifiques.

Départements Solidaires met à jour son espace de stockage interne sur la plateforme « Mega » afin de constituer une bibliothèque numérique des travaux de l'association.

### Création éditoriale : le magazine « DépSol »

Dans le cadre de l'élection présidentielle l'association souhaite donner directement la parole à ses membres par le biais d'un « magazine » édité par nos soins. Le premier opus sera consacré aux attentes des adhérents pour cette nouvelle législature.

Les difficultés rencontrées pendant la gestion de l'épidémie de Covid-19 ont mis en lumière le rapport paradoxal que la France entretient avec son État. Parce qu'il est censé décider de tout, il est le recours vers lequel tous se tournent en situation de crise, en même temps qu'il concentre l'essentiel des critiques. Au-delà de la crise sanitaire, la question d'un juste partage des responsabilités entre l'État et les collectivités territoriales, les citoyens, les syndicats ou les entreprises, pour construire un horizon d'action commun se pose.

C'est dans ce cadre que l'association a invité chaque Président et Présidente à s'exprimer sous forme de magazine que nous adresserons à chaque candidat à la présidentielle. Cette lettre ayant pour but de faire entendre la voix de ses membres.

### Création d'un site internet

L'association s'est dotée en décembre 2021 d'un site internet officiel afin de lui garantir une meilleure visibilité auprès des acteurs institutionnels avec lesquels elle communique ainsi que pour référencer et mettre en évidence ses actions.

L'association s'est doté d'un ordinateur et de plusieurs services d'hébergement, gestion de fichier etc.

Tous les articles et webinaires seront mis en ligne ainsi que les notes qui y sont archivées. Ce site est actualisé fréquemment afin que les prochaines échéances de l'agenda soient accessibles à tous : [www.departements-solidaires.fr](http://www.departements-solidaires.fr).

### Table ronde inclusion numérique

Le jeudi 25 novembre 2021 l'association a organisé, en partenariat avec la Sénatrice du Nord Martin Filleul, une table ronde au Sénat ayant pour thème « **Politique d'inclusion numérique : les Départements aux avant-postes** ».

Cette table ronde a réuni plusieurs instances nationales officielles telles que la Poste, la Commission nationale des Postes du Numérique (CNPN), le médiateur numérique, l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), etc.

Cette table ronde a permis à l'association de faire venir au Sénat nos membres :

- Christine GONZATO-ROQUE, VP aux Solidarités **Lot-et-Garonne** ;
- Victor DENOUVION, Président de **Haute-Garonne Numérique** ;
- Azzedine TAÏBI, Conseiller Délégué à la lutte contre la fracture numérique en **Seine-Saint-Denis** ;
- Pierre BOULDOIRE, premier Vice-Président du Département de l'**Hérault**.

Cette table ronde s'est déroulée en deux temps :

Une première partie ayant trait aux solidarités numériques dans les Départements.

L'occasion pour nos membres de présenter des exemples de projets/expérimentations innovants sur le sujet dans leurs Départements. Cette partie a permis à nos membres de faire part de leurs expériences et rendre compte des politiques qu'ils mettent en oeuvre en faveur de la lutte contre l'illectronisme.

La valorisation du travail menée par nos membres auprès du Sénat a permis de montrer que le Département est une institution qui compte dans ce domaine, et qui agit au quotidien.

Une seconde partie sur l'inclusion numérique dans les institutions, l'occasion d'écouter les différentes interventions des acteurs institutionnels du domaine.

## **Atelier groupe de travail sur les Mineurs non accompagnés (MNA)**

En amont de la loi 3DS qui a traité de la question des MNA et au regard d'une actualité récurrente, l'association a souhaité organiser un groupe de travail dédié autour de parlementaires impliqués dans ce domaine tel que Jérôme DURAIN, Sénateur de Saône-et-Loire, qui a déposé une proposition de loi sur le sujet.

Ce groupe de travail fut l'occasion pour nos membres de défendre leurs positions sur ce dossier essentiel et a permis de faire remonter les problématiques très concrètes auxquelles nos membres font face, et proposer des évolutions législatives dans le sens d'une plus grande considération du devenir de ces jeunes ante et post majorité.

Ce groupe de travail a permis de mieux appréhender les enjeux de la loi enfance arrivée au Sénat quelques mois plus tard. Le groupe a nourri la réflexion et a permis une approche plus sereine du texte auprès de nos membres.

## **Poursuite de travaux de prospective avec le Département de la Nièvre**

En raison d'une actualité législative nouvelle sur la mobilisation de l'épargne citoyenne par les collectivités territoriales, l'association a réactivé ses travaux sur les possibilités ouvertes aux collectivités départementales dans le domaine du financement participatif.

Parallèlement, l'association réalise avec ce même Département une étude comparée des dispositifs d'itinérance médicale dans le but d'enrayer la désertification médicale et d'offrir de nouveaux outils aux Départements très impliqués sur la question sanitaire.

## 2. Les ateliers d'échange de bonnes pratiques

---

Chaque mois l'association organise un atelier d'échange de pratiques, mettant à l'honneur, un Département membre s'étant distingué par la mise en oeuvre d'une politique publique innovante et ambitieuse.

Ces ateliers d'une durée moyenne d'une heure trente se déroulent en visioconférence et sont à l'attention des membres des cabinets, élus et services des Départements membres.

### Bonnes pratiques et développement d'un budget participatif

Cet atelier d'échange de pratiques s'est déroulé en **novembre 2021**, en partenariat avec Mme Hélène ROZIS LE BRETON, conseillère départementale du **Gers**, et élue référente du Budget Participatif Gersoises, ainsi que Mme Christelle SAUVESTRE, technicienne responsable du BPG.

Le budget participatif vient renforcer la participation citoyenne. Il est un excellent moyen de rapprocher les citoyens de nos collectivités. Ce dispositif qui se développe de plus en plus dans les Départements permet d'inventer un rapport nouveau entre élus et citoyens et de rétablir un lien de confiance.

La mise en oeuvre d'un budget participatif comprend plusieurs étapes clefs. C'est dans ce cadre, et afin de mieux accompagner nos membres dans cette initiative, que nous avons proposé ce temps d'échange autour de l'expérience du Département du Gers qui fait figure de pionnier en la matière. Cette rencontre fût donc l'occasion d'échanger sur les différentes expériences et projets dans le domaine de la participation citoyenne afin d'aider à la mise en place et à l'amélioration de tels dispositifs dans les territoires de nos membres.

### Le revenu de base en débat : pistes et enjeux pour cette mandature

Cet atelier d'échange de pratiques s'est déroulé en **décembre 2021**, en partenariat avec M. Arnaud SIMION, Vice-Président Action sociale de proximité, Maisons des Solidarités, Insertion au département de **Haute-Garonne**.

Le revenu de base, revenu d'émancipation, revenu universel, différents vocables pour différentes réalités d'une action dont bon nombre de Départements, la Gironde en tête, se sont saisis malgré l'absence de cadre législatif.

En décembre 2021, le Conseil départemental de la Haute-Garonne a soumis à son Assemblée un projet d'expérimentation locale de revenu de base à destination des jeunes, lourdement éprouvés par la crise sanitaire. Cet atelier fût l'occasion de présenter les grands axes de travail sur le sujet.

Ce temps d'échanges a permis également d'évoquer les options retenues ou écartées ainsi que la méthodologie. Il a permis aussi d'évoquer plus largement des freins mais aussi les leviers d'action des Départements pour relancer au niveau national la proposition de loi pour une expérimentation d'ampleur d'ici au printemps 2022.

### Expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée: quelle place pour le Département

Cet atelier d'échange de pratiques s'est déroulé en **janvier 2022**, en partenariat avec Fabien Bazin Président du département de la **Nièvre** et Laurent Grandguillaume Président de **Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)**.

Responsable de la coordination des acteurs dans le domaine social sur son territoire, le conseil départemental élabore un programme départemental d'insertion définissant la politique d'accompagnement social et professionnel. Le Département de la Nièvre a évoqué la mise en place technique et politique du dispositif TZCLD sur son territoire.

Toujours désireux de présenter et proposer des dispositifs innovants, le Département pourrait être le pôle coordinateur des expérimentations TZCLD sur son territoire. Organiser et coordonner avec les communes, EPCI voire même la Région la mise en place des expérimentations, tel pourrait être une nouvelle mission dédiée au Département.

## **Tarification solidaire dans les cantines : un levier d'égalité pour les collégiens**

Cet atelier d'échange de pratiques s'est déroulé en **février 2022**, en partenariat avec Mme Chaynesse KHIROUNI, Présidente du Conseil départemental de **Meurthe-et-Moselle**, M. Jacky ZANARDO, Vice-Président délégué à la Jeunesse et à l'Éducation et M. .

Le Département de Meurthe-et-Moselle est pionnier dans la mise en place d'un système de tarification sociale pour les 20.000 collégiens demi-pensionnaires que compte le territoire.

Dès 2017, la collectivité met en place des repas de cantine à 1 euro pour les familles modestes. En 2020, le Département met sur pied une nouvelle grille tarifaire des repas, facturés entre 50 centimes et 5 euros, selon les ressources des familles. Couplé à une politique alimentaire volontariste (circuits-courts, coût plancher de denrées, lutte contre le gaspillage alimentaire), ce dispositif a permis à 75% de la population de voir les frais de cantine baisser significativement et de combattre très concrètement les inégalités.

Aussi, durant la crise sanitaire, le Département de Meurthe-et-Moselle a également poursuivi son action solidaire en faveur des familles les plus en difficulté par la mise en place de la gratuité de l'accès à la cantine.

Ce temps d'échanges a permis de présenter en détail la réalisation et le fonctionnement pratique de cette tarification solidaire de la restauration scolaire qui constitue aujourd'hui un pilier de la compétence éducative du Département.

## **Coopération décentralisée : Le Département à la croisée des Mondes**

Cet atelier d'échange de pratiques s'est déroulé en **mars 2022**, en partenariat avec Mme Fanny Sallé conseillère départementale de **Loire-Atlantique** en charge des solidarités internationales.

La politique départementale de solidarité internationale participe de l'ouverture au monde, de l'ouverture à d'autres cultures, afin de lutter contre toute velléité de repli sur soi et de rejet de l'autre.

En favorisant les liens entre les territoires ici et là-bas, la solidarité internationale conforte la citoyenneté. Ainsi, le Département a fait le choix d'axer les actions de solidarité internationale dans les domaines de compétences qui lui sont propres : le handicap, l'éducation, la jeunesse, le sport, l'égalité entre les sexes, la réduction des inégalités, la gestion des ressources, la justice sociale et des institutions efficaces ; et de les orienter en direction des publics vulnérables, tout en mobilisant les acteurs publics et associatifs du territoire.

## 3. Actions de sensibilisation parlementaire

---

### La production d'argumentaires

L'association s'est attachée à produire des argumentaires d'actualité sur les compétences et les enjeux des Départements liés aux projets de loi et/ou propositions de loi examinés au Parlement.

Ces notes permettent de faire état du droit en vigueur, des modifications en discussion et des positions défendues, aussi bien par les groupes parlementaires que par le gouvernement. Elles permettent aux membres d'avoir une plus grande réactivité sur les sujets nationaux qui les concernent tout en alertant leurs services juridiques des évolutions à venir.

S'attachant à tous les sujets départementaux, l'association a notamment eu à traiter les questions relatives aux **lois de finances**, à la **loi sur l'enfance**, à la **loi 3DS**, ou la « **loi Matras** » ayant trait aux services d'incendie et de secours.

Certains thèmes ont fait l'objet de présentation détaillée par les chargés de mission en visio-conférence et expliciter les enjeux législatifs. Ce fut notamment le cas pour la loi 3DS ainsi que la Loi Matras.

La mutualisation régulière de l'information permet aux adhérents de renforcer leur coopération et le partage d'innovations concrètes pour appréhender telle ou telle situation concrète. Le travail réalisé par l'association permet à la fois d'anticiper des évolutions législatives imminentes et de se positionner dans le débat public.

### Les relations publiques parlementaires

L'activité de relations publiques de l'association Départements solidaires s'est concentrée sur la réalisation d'auditions auprès des parlementaires s'intéressant à des sujets proches des compétences des collectivités départementales, sur lesquelles les membres de l'association souhaitent donner un éclairage qui leur est propre.

Ainsi, l'association a été auditionnée dans le cadre de l'examen du projet de loi 3DS qui prévoyait principalement une grande refondations des équilibres institutionnels territoriaux. Cette audition menée à l'Assemblée nationale puis au Sénat a permis aux Présidents de Départements Michel MÉNARD ainsi que Jean-Luc GLEYZE d'exprimer une position claire sur les points sensibles de ce texte, ainsi que de présenter, et soumettre, les amendements que l'association avait préparé.

L'association sera entendue au mois de mai dans le cadre de la Commission d'enquête menée sur le contrôle des EHPAD lancée par la Commission des Affaires sociales du Sénat dans un contexte de crise de confiance suite à la publication de l'enquête des Fossoyeurs de Victor CASTANET.

### Travaux d'appui à l'intelligence territoriale

D'autres notes ont également été réalisées à la suite de questions portées par les membres sur des points précis ou encore des revues de presse thématiques : territoires zéro non recours, historique du conseiller territorial, décryptage des programmes des candidats aux élections présidentielles concernant les collectivités territoriales, etc.

## 4. Actions spécifiques sur le thème de l'intergénérationnel

---

### Étude intergénérationnelle

Dans une temporalité particulière, l'association a souhaité mettre en lumière un sujet qui touche directement ses adhérents, le tout dans une période où le débat public décrit des relations entre les jeunes et les plus âgés sur le mode de la fracture : fracture sur les valeurs, fracture sur le climat, fracture sur la démocratie. Cette « fracture » menacerait la légitimité et donc la pérennité du contrat social. La crise sanitaire aurait même creusé le fossé entre les générations : jeunesse « sacrifiée » pour les uns, « inconsciente » des difficultés rencontrées par les plus âgés pour les autres.

Pourtant, à l'opposé, un constat sur le terrain notamment fait par les Départements : les solidarités entre générations et l'altruisme ont joué à plein pendant la pandémie et ont été accompagnées par les collectivités locales dans ce soin mutuel. À maints égards, les Départements sont au cœur de ce thème de l'intergénérationnel. De la protection maternelle infantile à l'accompagnement de la perte d'autonomie, les Départements s'imposent comme des interlocuteurs naturels pour nos concitoyens à chaque étape de leur vie.

L'association a considéré que la nécessité de faire un état des lieux des relations intergénérationnelles, de mesurer le niveau de tension entre elles et de tester des solutions pour les dépasser était primordiale.

L'association a souhaité, par cette étude inédite, définir la véracité de ces solidarités pour apprécier les aspirations de notre société souvent caricaturées par un discours politique s'appliquant à creuser nos fractures plutôt que de les panser et proposer un avenir commun. Parce que le social est au cœur de leurs compétences, l'association a donc voulu prendre un peu de hauteur et offrir un regard apaisé de la société française qui est consciente de la dégradation du niveau de vie de la jeunesse comme des difficultés engendrées par la perte d'autonomie.

Cette étude fut réalisée par la société Grands Récits sous l'égide de François Xavier DEMOURES.

### Colloque en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès sur l'étude intergénérationnelle

Afin de « valoriser » le travail sur l'étude intergénérationnelle l'association a organisé, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, un colloque le mercredi 19 janvier de 10h à 13h dans les locaux de la Fondation.

Ce colloque a permis de dresser l'état des lieux de la solidarité intergénérationnelle en période de crise sanitaire ainsi que pour les Départements de formuler des propositions pour relever le défi de la solidarité intergénérationnelle.

Le programme complet ainsi que les participants fut le suivant :

Introduction : Michel MÉNARD sur les tenants d'une solidarité intergénérationnelle résiliente bien loin des préjugés et de la vision d'une France fracturée.

Table ronde sur les **Constats** : Etat des lieux de la solidarité intergénérationnelle en période de crise sanitaire en présence de Stuart SHAW écrivain du livre la Fracture, Monique LUBIN, Sénatrice des Landes, rapporteure de la mission d'information sur l'égalité des chances, et François-Xavier DEMOURES, rédacteur de l'étude.

Table ronde sur les **Solutions** : Sophie BORDERIE est intervenue pour aborder la capacité des Départements à relever le défi de la solidarité intergénérationnelle, suivi de Rémi CARDON sénateur de la Somme et plus jeune sénateur de France, Sébastien PODEVYN-MENANT, Membre de l'Observatoire de l'économie, Directeur général de France Silver Eco, et François-Xavier DEMOURES rédacteur de l'étude.

Conclusion : Jean-Luc GLEYZE, président Département de Gironde.

Cette étude fut éditée et envoyée à l'ensemble du réseau de la Fondation Jean Jaurès.

## **Proposition d'un dispositif intergénérationnel : « Bonus Solidaire »**

L'association toujours désireuse de proposer des dispositifs innovants et solidaires à ses membres travaille actuellement sur un projet d'expérimentation nommé « bonus solidaire ».

Le dispositif « bonus solidaire » est la transcription concrète des enseignements tirés dans notre étude. Il consiste en un versement d'une bourse (bonus) qu'allouerait le Département à tout étudiant boursier témoignant l'envie de s'investir chaque semaine dans l'accompagnement d'une personne âgée se trouvant en situation d'isolement social.

Le bonus serait forfaitaire et non proportionné au nombre d'heures réalisées . Ce bonus ne saurait être transactionnel, aucune contrepartie mercantile ne doit pouvoir lui être associé. Ce dispositif s'inscrit dans une démarche incitative auprès des jeunes, les retombées connexes pourraient être multiples (vocation à s'investir de manière pérenne dans une association, découverte d'une vocation, aide à la subsistance durant ses études etc.)

Les contreparties au versement de ce bonus seraient multiples :

- soutenir les personnes âgées dans leur approche des outils numériques ;
- les aider dans les tâches quotidiennes qui nécessitent un accompagnement ;
- les aider à rompre la solitude par le biais d'activités intellectuellement stimulantes ;
- les aider à rompre la solitude par le biais d'activités physiques adaptées.

Une réunion avec les membres sera prochainement organisée en visioconférence afin de présenter le projet aux directeurs de cabinet des Départements membres.

## Annexes 1

- Financement participatif et collectivités locales, 5 avril 2022
- P JL 3DS - Fin de partie, bilan de la CMP pour les Départements, 3 février 2022
- Point Métropoles/Départements, 31 mars 2022
- Le retour du conseiller territorial : analyse d'un serpent de mer de la décentralisation, 25 mars 2022
- Trame Grand entretien - Dominique Potier, Député de Meurthe-et-Moselle, 23 mars 2022
- CR - Atelier DépSol « Tarification solidaire dans les cantines scolaires » du 10 mars 2022, 17 mars 2022
- Rapport : Générations : le grand fossé ?, 19 janvier 2022
- P JL 3DS - Bras de fer en vue entre l'Assemblée nationale et le Sénat pour la CMP, 6 janvier 2022
- Territoires zéro non-recours, un nouveau champ de l'action sociale ?, 17 déc. 2021
- P JL 3DS - Lignes de front des Départements Audition Assemblée nationale, 25 nov. 2021
- Projet de loi relatif à la protection des enfants («P JL Taquet»), 10 oct. 2021
- P JL 3DS - Lignes de front des Départements, 1er oct. 2021
- Point PLF 2022 : note de cadrage des enjeux budgétaires mission collectivité 30 septembre 2021
- Note d'étape - projet de loi 3DS, 27 sept. 2021
- Groupe de travail MNA – Compte-rendu de la réunion constitutive, 15 juin 2021
- Note de synthèse : PPL visant à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers, 9 juin 2021
- Note de synthèse post commission PPL visant à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers, 24 juin 2021
- Projet de loi « 3Ds » - Note de synthèse, 1er juin 2021
- Projet de loi « 4D » - Note d'analyse, 17 mai 2021
- Focus - Loi Climat & Résilience et collectivités locales, 12 mai 2021
- Note dispositif France Urbaine visant à lutter contre la précarité des jeunes, 7 mai 2021
- Point sur l'expérimentation de recentralisation du RSA, 4 mai 2021

- Trame Grand entretien avec Jérôme SADDIER, 4 mai 2021
- Audition de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse, 30 avril 2021
- Présentation du dispositif : « Bonus solidaire », 17 oct. 2021
- Cumul RSA/emploi - PPL MALHURET, 8 avril 2021

## Annexes 2

Budget prévisionnel des actions proposées 2022			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES (encaissement 2022)	
Achats		Subventions de fonctionnement	
Prestations de services (étude, quali...)	30 000 €	aude (encaissé le 10/06/2022)	3 000 €
Autres matières et fournitures (informati...)	2 500 €	Lozère (encaissé le 19/05/22)	3 000 €
Autres fournitures (nom de domaine...)	432 €	lot et garonne (encaissé le 10/06/2022)	3 000 €
Services extérieurs		nievre	3 000 €
Locations immobilières		haute vie nne (encaissé le 3/06/2022)	3 000 €
Locations mobilières		Dordogne	15 000 €
entretien et réparation		landes	15 000 €
Assurance	320 €	P.O	15 000 €
Documentation	500 €	Cotes D'armor (encaissé le 17/05/22)	15 000 €
Formation		herault	20 000 €
Autres services extérieurs		SS Denis	30 000 €
Rémunération intermédiaires et honoraires		gironde	30 000 €
publicité, publication	2 500 €	loire atlantique	30 000 €
Déplacements, missions	1 000 €	haute garonne	30 000 €
evenements	5 000 €		
Transports liés à l'activité			
Frais postaux, téléphone			
Services bancaires, autres			
Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes			
Charges de personnel			
Rémunération des personnels	90 000 €		
Charges sociales	31 600 €		
Autres charges de personnel	6 000 €		
Autres charges de gestion courante			
Commissaire aux comptes	2 500 €		
expert comptable	3 700 €		
Partenariats	5 000 €		
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
CHARGES INDIRECTES			
Frais financiers			
TOTAL DES CHARGES	181 052 €	TOTAL DES PRODUITS	215 000 €